

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 37 | 1 -7 Mars, 2021

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 204 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016. La fille de Küçüközyiğit a [diffusé](#) une vidéo sur Twitter, appelant le président Recep Tayyip Erdoğan à l'aider à le retrouver.

**3 mars** : Ayten Öztürk, qui a été enlevée au Liban en 2018 par les services de renseignement turcs, a témoigné devant un tribunal d'Istanbul des tortures et des [traitements](#) inhumains qu'elle a subis dans un site clandestin.

## LIBERTÉ DE RÉUNION

**1er mars** : Le bureau du gouverneur de Hakkari a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**1er mars** : Le bureau du gouverneur de Şırnak a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**3 mars** : Le bureau du gouverneur de Van a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours. Au moyen de prolongations consécutives, l'interdiction a été maintenue sans interruption en vigueur depuis 2016.

**5 mars** : La police de Kocaeli a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs, détenant brièvement 22 personnes.

**5 mars** : Le bureau du gouverneur de Batman a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**6 mars** : La police d'Istanbul a [empêché](#) un groupe pro-LGBT de participer à une marche pour la Journée de la femme, et a brièvement détenu neuf personnes.

**6 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de libérer en probation l'étudiant universitaire Murat Can Demirci, arrêté pour avoir participé aux manifestations universitaires de Boğaziçi.

**7 mars** : le bureau du gouverneur de Mardin a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**1er mars** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter les acteurs Müjdat Gezen et Metin Akpınar. Les deux hommes étaient jugés pour avoir insulté le président.

**2 mars** : Un procureur d'Ordu a [requis](#) une peine allant jusqu'à deux ans de prison pour le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, accusé d'avoir insulté l'ancien gouverneur d'Ordu Seddar Yavuz.

**2 mars** : un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à l'agence de presse Etkin.

**2 mars** : un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter le journaliste Fatih Portakal de l'accusation d'avoir insulté le président et violé les lois bancaires. Portakal était jugé pour ses commentaires sur les médias sociaux.

**3 mars** : La police de Bursa a brièvement [détenu](#) un lycéen en raison de ses publications sur les réseaux sociaux. L'étudiant a été libéré le même jour après avoir été interrogé par des procureurs.

**3 mars** : Un tribunal d'Osmaniye a [décidé](#) de bloquer l'accès à l'agence de presse Mezopotamya. Cette décision constitue le deuxième blocage d'accès imposé à l'agence de presse, connue pour son intérêt pour les violations des droits de l'homme dans les régions à majorité kurde.

**4 mars** : Les procureurs de Batman ont [lancé](#) une enquête sur l'administration provinciale du HDP à propos de ses commentaires sur les réseaux sociaux pour avoir prétendument provoqué la haine et l'hostilité du public.

**4 mars** : Un tribunal de Gaziantep a [rejeté](#) un procès intenté par la municipalité locale contre le journaliste Hazal Ocak.

**5 mars** : La police de Samsun a brièvement [détenu](#) une personne dont les initiales sont Y.B. en raison de ses commentaires sur les médias sociaux. Y.B. a été libéré le même jour après avoir comparu devant un tribunal.

**5 mars** : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que l'Agence de publicité de la presse (BİK), l'organisme d'État qui réglemente les publicités financées par des fonds publics sur les médias, a violé la liberté d'expression et des médias en imposant une interdiction au journal Korkusuz à propos d'un article.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**2 mars** : Forensic Architecture, un groupe de recherche multidisciplinaire basé à Londres, a [déclaré](#) que ses conclusions contredisaient l'acte d'accusation des procureurs turcs concernant le meurtre de l'éminent avocat des droits de l'homme Tahir Elçi. Les chercheurs ont déclaré qu'Elçi n'a pas été tué par les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) comme le

prétend l'acte d'accusation, mais plutôt par les policiers présents sur les lieux.

**4 mars** : Un tribunal d'Istanbul jugeant par contumace 26 suspects saoudiens pour le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi a [refusé](#) d'admettre comme preuve un rapport américain déclassifié imputant au prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed bin Salman la responsabilité de l'incident, au motif qu'il "n'apporterait rien au procès."

**4 mars** : La Cour européenne des droits de l'homme a [demandé](#) à la Turquie de justifier l'absence de poursuites à l'encontre de deux agents des services de renseignement dans le cadre du meurtre du journaliste turco-arménien Hrant Dink en 2007.

**5 mars** : La Cour européenne des droits de l'homme a [posé](#) une série de questions au gouvernement turc au sujet de l'application de messagerie ByLock dans l'affaire de l'ancien enseignant Yüksel Yalçınkaya qui a été licencié de son emploi dans le secteur public et arrêté en 2016 en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen.

## MINORITÉ KURDE

**2 mars** : La Cour suprême d'appel a [lancé](#) une enquête sur le HDP, demandant aux procureurs d'Ankara des documents relatifs aux enquêtes en cours sur les législateurs et les responsables du HDP. Cette décision fait suite aux appels lancés par un fonctionnaire du gouvernement, [Cahit Özkan](#), et un allié nationaliste du gouvernement, [Devlet Bahçeli](#), en faveur de la fermeture du parti pro-kurde.

**2 mars** : La police d'Erzurum a [placé](#) en détention Halit Uğun, un coprésident de district local du HDP. Uğun a été libéré sous probation le 3 mars, après avoir comparu devant un tribunal.

**2 mars** : La police d'Ağrı a [détenu](#) les dirigeants locaux du HDP, Gönül Öztürk et Hamide Turan, au sujet d'une manifestation organisée dans la ville à l'occasion de la Journée de la femme. Les deux ont été libérés le même jour après un interrogatoire.

**2 mars** : La police de Mersin et de Diyarbakır a [arrêté](#) huit personnes, dont des membres du HDP, dans le cadre d'une enquête menée à Mersin.

**2 mars** : Un tribunal d'Antalya a [condamné](#) l'ancienne co-maire du district de Diyarbakır, Fatma Arşimet, à six

ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**2 mars** : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) Hatun Yıldız, cadre local du HDP, à six ans et trois mois de prison pour terrorisme.

**2 mars** : un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à l'agence de presse pro-kurde Etkin.

**3 mars** : Une cour d'appel régionale de Van a [annulé](#) la décision d'acquittement de l'ancien co-maire du district de Yüksekova, İrfan Sarı, et l'a condamné à six ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**3 mars** : L'Association médicale turque (TBB) [met en garde](#) contre les inégalités entre les régions en matière de vaccination contre le Covid-19, citant les taux plus faibles dans les provinces à prédominance orientale et sud-orientale.

**3 mars** : Un tribunal d'Osmaniye a [décidé](#) de bloquer l'accès à l'agence de presse Mezopotamya. Cette décision constitue le deuxième blocage d'accès imposé à l'agence de presse, connue pour son intérêt pour les violations des droits de l'homme dans les régions à majorité kurde.

**4 mars** : Les procureurs de Batman ont [ouvert](#) une enquête sur l'administration provinciale du HDP à propos de ses commentaires sur les réseaux sociaux pour avoir prétendument provoqué la haine et l'hostilité du public.

**5 mars** : La police de Mardin a brièvement [détenu](#) Berfin Can, membre local de la jeunesse du HDP.

## MAUVAIS TRAITEMENT DES CITOYENS À L'ÉTRANGER

**1er mars** : Les autorités kosovares ont [inculpé](#) trois anciens hauts responsables du renseignement, de la police et de l'immigration impliqués dans l'expulsion illégale vers la Turquie de six enseignants en mars 2018, les accusant d'abus de leur position officielle et de privation illégale de liberté.

**4 mars** : Un procureur allemand a [rejeté](#) la demande d'assistance judiciaire d'un tribunal turc dans l'affaire du chanteur en exil Ferhat Tunç, qui fait l'objet d'accusations de terrorisme en raison de ses messages sur les réseaux sociaux critiquant l'invasion militaire de la province syrienne d'Afrin par la Turquie.

## AUTRES MINORITÉS

**5 mars** : La police d'Adana a [interdit](#) l'utilisation de bannières liées aux LGBTI lors d'un rassemblement pour la Journée de la femme prévu le 8 mars.

## CONDITIONS DANS LES PRISONS

**1er mars** : Une administration pénitentiaire de Tekirdağ a [imposé](#) des restrictions extrêmes à l'approvisionnement en eau du chef de la police emprisonné Ömer Köse. Köse a été emprisonné en raison de son rôle dans une enquête sur la corruption en décembre 2013, qui a impliqué des responsables gouvernementaux de haut niveau.

**3 mars** : Önder Ateş, un ancien enseignant arrêté pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, est [mort](#) en prison de Covid-19.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**1er mars** : Caize Yarıcı, cadre du HDP à Aydın, a [déposé](#) une plainte contre la police locale pour une fouille à nu illégale effectuée dans un poste de police après qu'elle et d'autres membres du HDP aient été détenus à la mi-février.

**3 mars** : Des gardiens de prison à Batman auraient [agressé](#) des détenus.

**4 mars** : Des gardiens de prison à Isparta auraient [agressé](#) et insulté verbalement trois détenus.

**4 mars** : Des gardiens de prison dans une prison de Kahramanmaraş ont [agressé](#) physiquement des détenus.

**6 mars** : [Kurbani Özcan](#), un détenu qui a été soumis à des fouilles à nu lors d'un transfert de prison ainsi qu'à des violences physiques et psychologiques, aurait tenté de se suicider.

## DROITS DES FEMMES

**4 mars** : Un [rapport](#) mensuel sur la violence fondée sur le genre compilé par Bianet a révélé que les hommes ont infligé des violences à au moins 57 femmes et en ont tué au moins 33 en février.